

MONGONGO

Bimensuel | 31 Août 2010

N°24

450 FC

Des écoles des métiers pour résorber le chômage

Longtemps négligées, les écoles techniques, qui répondent aux besoins des entreprises, attirent de plus en plus de jeunes. Ceux-ci trouvent rapidement de l'emploi après leurs études, contrairement aux diplômés des écoles normales qui chôment plusieurs années.

L'hôtel du gouvernement en construction est supervisé par huit ingénieurs sortis de l'IBTP (Institut du Bâtiment et des travaux publics), affirme fièrement Frédéric Okangola, Secrétaire général académique de cette institution. Ils sont nombreux ces étudiants et élèves issus d'écoles techniques à tenir des ateliers et des chantiers dans la ville : ils dépannent les véhicules, l'électricité, fabriquent des meubles, suivent les constructions... «*Depuis septembre dernier, je supervise la construction de deux écoles et d'un marché à Isiro et à Wamba*», témoigne Alubu Emile sorti l'an dernier de l'IBTP.

Pour Célestin Luka, ancien directeur général de l'IBTP, «*une ville détruite par les guerres, a besoin d'ingénieurs en bâtiments, ponts et chaussés... pour sa reconstruction*».

Ces ingénieurs sortent des écoles secondaires d'enseignement technique Kalema à Lubunga et Chololo à Makiso qui forment des menuisiers, maçons, électriciens, chauffeurs mécaniciens ou de l'IBTP qui a des filières de construction «*Il s'agit de former les élèves aux métiers liés aux besoins des entreprises locales*», expliquait, le 9 août dernier, Kalambay, chargé des écoles des métiers à la division provin-

le de l'Education. Pendant de longues années ces filières d'études techniques ont été négligées au profit des écoles normales (pédagogie, commerciale, littéraire, sociales...). Il n'y avait plus que de vieux maçons, menuisiers, plombiers. La communauté, trop encline à la bureaucratie, n'orientait pas ses enfants vers l'enseignement technique. Mais les nombreuses années de chômage qui guettent bon nombre de ceux qui font les sciences humaines et sociales, changent la donne. Les écoles des métiers redeviennent intéressantes : on y sort avec un métier pas seulement un diplôme. L'augmentation de la demande de techniciens sur le marché de l'emploi fait le succès des rares écoles encore en état.

Débouchés pour les jeunes

Depuis 2004, elles sont prises d'assaut. L'Institut technique Chololo est passé de 39 à 53 salles des classes. Depuis 2005 l'effectif est de 2300 élèves chaque année. «*Nous refusons d'inscrire d'autres élèves pour ne pas avoir des salles pléthoriques*», affirme Nestor Sokombe. «*Nous formons 110 élèves par an de nos jours contre 40 vers 1995*», révèle Aloys Lokonda, préfet de l'Institut

Technique Kalema dans la commune Lubunga. Depuis 2004, l'IBTP accueille entre 100 à 400 étudiants, plus de 500 cette année (dont 16 filles), contre une vingtaine vers les années 1990. En 2007, l'IBTP a formé quatre fois plus d'ingénieurs qu'en 2005.

Les jeunes, qui estimaient ces métiers sales et honteux, ont décidé de se retrousser les manches. Dans les rues, ils circulent avec leurs outils de travail sans gêne. Ils sont sur tous les chantiers de construction : électriciens, maçons, aides maçons, tous travaux... chaque jour, chacun compte quelques billets de banque. «*Les gens prennent conscience de l'utilité des écoles des métiers qui paient mieux que les écoles normales qui plongent dans l'informel*», opine F.R Okangola.

Des écoles qui manquent de tout

Mais les écoles manquent de moyens et des outils nécessaires à l'apprentissage et la formation. «*Cet enseignement exige des matériels didactiques et de la documentation scientifique appropriés*», soutient Célestin Luka qui déplore l'absence de subsides de l'Etat. C'est le cas de l'Ecole nationale de cadastre et des titres immobiliers (ENAC) récemment créée pour former arpenteurs, géomètres, spécialistes en droit foncier. La Coopération technique belge a aidé les instituts Chololo et Kalema, à remettre en état des ateliers d'automobile et de construction. À l'Institut Kalema, les élèves vendent des meubles qu'ils produisent pour avoir du matériel. «*Il faut que l'Etat encourage ces écoles pour répondre aux premiers besoins de la société*», conclut C. Luka.

Trésor Boyongo



Un ouvrier en oeuvre dans un atelier de l'institut technique Chololo. (Crédit photo Mongongo)

Des soins à tarifs forfaitaires

Se faire bien soigner à moindre coût est aujourd'hui possible. Des hôpitaux appliquent désormais des tarifs de soins forfaitaires aux patients qui ont adhéré à un système d'abonnement. Un projet de ministère de la Santé et de la Coopération technique belge apprécié.

Mon épouse a accouché par césarienne. Je n'ai déboursé que 30 \$ pour les soins et l'hospitalisation», déclare tout joyeux un homme de la commune Kisangani qui a souscrit à un abonnement à l'hôpital de référence de Kabondo. Habituellement cette intervention coûte entre 80 et 120 \$. Mais le système de santé, né du partenariat entre le gouvernement congolais (ministère de la Santé) et la Coopération technique belge (CTB) dans certains hôpitaux depuis décembre 2009 (Projet d'appui au système de santé niveau intermédiaires et périphériques -ASSNIP 2 Kisangani), permet aux populations démunies d'accéder aux soins en ne payant qu'un tarif forfaitaire.

Pour en être bénéficiaire, «*chaque famille verse 1000 Fc auprès des relais communautaires qui transmettent les fiches de nouveaux adhérents à l'hôpital, ils bénéficient automatiquement du nouveau tarif*», explique Léon Kenya Shako, infirmier superviseur de la zone de santé de Kabondo.

Les gens peuvent aussi s'inscrire directement

au centre de santé le plus proche ou à l'un des hôpitaux généraux de référence. Dans les quartiers des relais communautaires ont été créés pour sensibiliser les habitants à adhérer au système et servent de lien entre l'hôpital et les malades. Si les patients ne sont pas bien pris en charge ils doivent informer les chefs des relais de leurs ressorts qui se réunissent une fois par mois et font rapport à l'hôpital.

Une fois inscrit, le malade ne paie qu'un montant fixé d'avance pour être soigné quelque soit la gravité de la maladie, excepté les maladies chroniques. «*Par exemple, un enfant de 0 à 5 ans paie 1000 Fc pour la fiche et 7\$ de soins pour n'importe quelle maladie*», explique Léon Kenya Shako. La tarification est de 10 \$ pour la pédiatrie, 20 \$ pour la médecine interne, l'accouchement est gratuit et la chirurgie à 50 \$. Le reste de la facture est payé par le projet à la fin du mois. La CTB appuie également ces hôpitaux en médicaments, équipements et formation du personnel. L'hôpital met aussi à disposition des ambulances avec un numéro de téléphone en cas d'urgence.

Recours plus fréquent aux hôpitaux

Selon Charles Bongama, infirmier titulaire de centre de santé Ma Famille dans la commune Kabondo, auparavant de nombreux patients avaient du mal à honorer leurs factures de soins. Certains malades étaient retenus dans les hôpitaux après la guérison ou laissent leurs biens de valeur (Radio, télévision et autres) en gage pour non-paiement. «*De moins de 3 cas référés par les centres de santé par mois en 2009, nous enregistrons plus de 100 actuellement*», se réjouit le docteur Akim Mumeme, médecin directeur de l'hôpital général de référence de Lubunga. Les zones de santé Makiso et Kabondo ont intégré le programme en avril 2010 où «*les populations avaient des difficultés d'accès aux soins de santé à cause de leurs faibles revenus*», explique Léon Kenya Shako. Selon le docteur Akim Mumeme, «*sa zone de santé est passée d'un à sept centres de santé qui pratiquent l'inscription payante. Le taux de guérison est passé de 60 à 80%, le taux de fréquentation de 30 à 60%*» par rapport à la population cible de la zone de santé. En trois mois, ajoute Léon Shako, nous avons enregistré 16.587 ménages adhérents. »

Daniel Lokulu

A LIRE EN PAGE...

1 - Des écoles des métiers pour résorber le chômage
- Des soins à tarifs forfaitaires

2 - Le courant électrique attire les rizeries au bord ...
- LA VILLE EN BREF

3 - Nsila Bitu, un fonctionnaire modèle
- Des prêches dans les radios aggravent les problèmes ...
- ÉCHOS DE PROVINCE

4 - Mateya o ba radio mazali komema bato na nzela ...
- Masomo ya kazi ya mikono hupunga chômage

Le courant électrique attire les rizeries au bord du fleuve

Depuis deux ans des rizeries s'implantent le long du fleuve Congo pour profiter de la stabilité du courant. Une situation qui réduit les coûts de transport. Pour autant le prix du riz, alourdi par les taxes légales ou non, ne baisse.

Le long du fleuve Congo, du port public de l'Onatra au beach de l'I.A.T, sur près de 800 mètres, une quinzaine de rizeries se sont implantées depuis deux ans. «C'est la recherche d'une ligne de courant stable qui pousse les propriétaires à s'installer là» explique le docteur Akim Mumeme, propriétaire de la rizerie Bolomboki. Cette zone est alimentée par deux transformateurs qui donnent un courant permanent. Ces rizeries profitent aussi du fleuve pour jeter leurs déchets.

«Depuis 2004, il a été convenu entre la Fédération des entreprises du Congo et les services de l'Etat de l'implantation de ces usines dans la commune Mangobo, mais le courant fait défaut», regrette Matata Ndjombo, chef de bureau à la coordination provinciale de l'Environnement. Ces usines sont classées parmi les établissements dangereux, insalubres et incommodes à cause de la poussière, des bruits et risques d'accident. Ils ne pouvaient pas être construits au centre ville. «En février dernier à côté de la prison centrale, un expatrié blanc et ses voisins sont venus se plaindre au service de l'environnement, à cause des bruits de rizeries», déclare Matata Ndjombo.

Dans la grande parcelle Zimex au bord du fleuve, juste en face de la division de la Justice et garde des sceaux, quatre rizeries ont été implantées cette année. «Depuis juillet, suite à la forte demande, le prix de location d'espace est passé de 30 à 40\$» affirme l'un des gérants. Ces rizeries sont des hangars construits en bambous car, dans le contrat, il est interdit de construire en dur. Ces hangars servent aussi d'entrepôts et de logements de fortune pour les fournisseurs de paddy en provenance des territoires de Yahuma, d'Opala par pirogue ou baleinière. Ces lieux rapprochent les fournisseurs de paddy des usines, réduisent le vol pendant le trajet et permettent aux paysans de faire des économies. «Je payais 1500 Fc pour acheminer un sac de paddy dans une rizerie au centre-ville», témoigne Joseph Lomami, un fournisseur du riz d'Opala. À côté de ces rizeries se développent de petits marchés des produits vivriers et manufacturés à la grande satisfaction des consommateurs.

Surtaxes et tracasseries font grimper les prix

À Opala (à 260 km de Kisangani), un sac de paddy de 100 kg coûte 25 000 Fc. Décortiqué, le sac de 70 kg se vend entre 50 000 FC et 55 000 Fc à Kisangani. Les commerçants se plaignent de la multiplicité des taxes et des tracasseries le long du trajet. «Taxes d'évacuation, d'arrivage, de marins, de petites et moyennes entreprises, d'accostage, de commune...», énumère Debin



«Une des rizeries le long du fleuve Congo. (Crédit photo Mongongo)» Awia, un commerçant en provenance de Basoko. «Un simple fermier qui a amené un seul sac paye 17 \$ à la Direction des recettes de la Province orientale (DRPO)», regrette Isaac Botondo, gérant de la rizerie Espoir. Ces taxes sont perçues pour la plupart sans quittance. «Cela embête les exploitants», reconnaît Matata Ndjombo. «Ces multiples taxes font fluctuer les prix du riz sur le marché», constate Jean de la Lune Okito, chargé de l'administration de la FEC.

David Malisi

LA VILLE EN BREF



Le rond point du cinquantenaire au centre ville, inauguré le 10 août dernier. (Crédit photo Mongongo)

Sécurité

17 août, six ronds-points de la ville disposent désormais d'aubettes neuves, ces abris placés au centre des carrefours où se tiennent les policiers chargés de la circulation à l'initiative de la mairie soutenue par la Bralima. Ces aubettes, porte le logo du cinquantenaire, avec mention du nom du rond-point, du Commerce, Maele, Pars, dépôt Makayabo, des arts...

Selon le maire de la ville interrogé sur Radio Okapi, ces aubettes garantiront à la fois la sécurité de la police de circulation et des usagers car il y avait beaucoup d'accidents de circulation à ces carrefours. Peu à peu, la ville change de visage en marge des festivités du cinquantenaire de l'indépendance.

Parti politique

Du 19 au 22 août, le Parti du Peuple pour la Reconstruction et le Démocratie (PPRD) actuellement au pouvoir, a organisé une rencontre de ses représentants de toutes les provinces. Ces assises appelées «l'université du cinquantenaire», était conduites par le Secrétaire général de ce parti, Evariste Boshab, président de l'Assemblée nationale. Ministres, députés, responsables des entreprises publiques... ont fait le déplacement. L'objectif est d'évaluer les activités de ce parti et d'élaborer des stratégies pour présenter le président de la République, Joseph Kabila aux élections de 2011. Les chants, discours et slogans scandés tout au long de ces assises en ont témoigné. Ces cérémonies ont été retransmises sur les antennes de la radio et la télévision Canal Oriental. Les artistes musiciens JB Mpian et Nyokwa Longo ont agrémentés le public dans la soirée du samedi 21 août sur l'Esplanade de la grande poste en marge de cette rencontre.

Sport:

22 août, retour de la sélection des filles de la Province orientale venant de Goma où elles ont pris part à la phase finale de la Ligue nationale de football féminin. Le transport en avion a été financé par le gouvernement provincial et, selon Pepe Lisungi, vice-président de l'Entente Urbaine de Football féminin de Kisangani, ils étaient hébergés dans les salles de classe. «Ce sont les originaires de la Province orientale habitant au nord Kivu qui ont pris en charge la restauration après l'appel lancé aux médias», ajoute Pepe Lisungi. La P.O a terminé dernière avec six points et deux victoires, dont une par forfait et quatre défaites. Toutefois la présidente de la Ligue nationale de football féminin s'est dite marquée par la prestation de certaines filles de Kisangani qui pourront être sélectionnées aux Léopards dames junior et senior.

Route

23 août, inauguration des nouveaux locaux des postes de péage route construits par une entreprise chinoise sur le tronçon Kisangani Luna, sur la route Ituri. La cérémonie a été organisée au poste de péage du PK 24 à Madula. Le directeur général du Fonds national d'entretien routier (Foner), a indiqué que les recettes générées jusque-là sur cette route sont insignifiantes pour assurer sa maintenance.



Un poste de péage sur la route Ituri récemment construit. (Crédit photo Mongongo)

gouverneur Ismaël Arama a aussi invité le FONER à la transparence dans la gestion des fonds collectés.

Calendrier Unikis

16 août, le recteur de l'Université de Kisangani, le professeur Faustin Toengao a rendu public, au cours d'une conférence de presse, le calendrier de clôture de cette année académique. : la 1^{ère} session débute le 3 septembre et la clôture interviendra le 2 octobre 2010 afin de rattraper le retard enregistré au début de cette année. Selon le calendrier officiel des universités congolaises, l'ouverture de la nouvelle année académique est fixée au 15 octobre. Pour l'Unikis, ce sera un mois plus tard. «On se privera des vacances de Noël et de Nouvel an afin de rattraper les autres», a-t-il déclaré. Si ces dates sont maintenues, le ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire présidera les cérémonies de clôture de 2011, pour consacrer le retour de l'Unikis au calendrier officiel. Dans le cas contraire, on risque d'une année blanche. En 2013, l'Unikis fêtera son cinquantenaire, il est temps, selon le recteur, qu'elle retrouve son prestige, de haut lieu de savoir dans un milieu sain, pour qu'elle soit crédible et compétitive.

Nsila Bitu, un fonctionnaire modèle

En dépit de la crise qui ronge l'administration publique, Nsila Bitu, huissier de son état, reste motivé et invite ses collègues à bien faire leur travail pour contribuer à la reconstruction du pays. Un fonctionnaire modèle apprécié de tous.

Ses collègues du gouvernement de province, le surnomment «sous-gouverneur». De son vrai nom Nsila Bitu, marié et père de quatre enfants, est l'un des rares fonctionnaires encore très motivé à accomplir sa tâche. Ce sexagénaire fait ses premiers pas dans la fonction publique en 1979 comme cantonnier à la commune Makiso, après quelques années d'études primaires. Quelques mois plus tard, il est affecté comme jardinier à la résidence de l'ancien président Mobutu. Habile, il obtient sa nomination comme huissier au gouvernement de province en 1990. Habitant la rive gauche du fleuve Congo à environ 5 km de son lieu de travail, Nsila arrive pourtant toujours avant tout le monde au service. «D'habitude, j'arrive au bureau au plus tard à 6h30. Par exemple aujourd'hui je suis arrivé à 6h15, pour quitter à 16h», dit-il. Il est rarement absent. «Je travaille comme huissier aux bureaux de deux gouverneurs et des conseillers», explique-t-il fièrement.

À son poste malgré son maigre salaire

En dépit de la situation précaire des fonctionnaires qui les démotive, Nsila Bitu garde le moral. Son assiduité, sa régularité et son honnêteté suscitent l'admiration de ses chefs et de ses collègues. Malgré les changements de gouverneur, il mérite toujours leur confiance. Ce qui lui vaut le sobriquet de «sous gouverneur». Son maigre salaire de 35 870 FC ne le démotive pas non plus. Seul l'amour du travail compte.

«Je garde encore les bonnes habitudes qui caracté-



Nsila Bitu, fonctionnaire au gouvernement de province
(Crédit photo Mongongo)

saient l'agent de l'État. Le travail commence à 7h 30' et les absences non justifiées ne sont pas tolérées. Mieux vaut quitter un emploi que de bâcler le travail», estime-t-il.

Il n'est jamais sanctionné pour faute de service. «Je fais mon devoir : nettoyer les bureaux sans rien déplacer. Car parfois les chefs nous tentent en laissant, par exemple, de l'argent sur la table lorsqu'ils partent en mission». Lors des parades, les chefs le présentent aussi comme modèle aux autres fonctionnaires. «Les gouverneurs font souvent allusion à monsieur Nsila pour motiver et encourager les agents à aimer le travail», témoigne Bagone Bulupai, son collègue mécanicien. Cette conscience professionnelle lui vaut des satisfactions personnelles et des présents des autorités.

«L'actuel gouverneur m'a offert récemment 40 tôles pour reconstruire ma maison après un vélo VTT l'année passée», raconte Nsila. Toutes ces gratifications se font toujours en public pour inciter d'autres agents à travailler comme lui. «Certains agents ne travaillent que quand le chef est là. S'il est absent tantôt on ne vient pas, tantôt on repart tôt», regrette Amundala Bin Ramazani, ancien conseiller politique au gouvernement. Selon «sous gouverneur», «les autorités doivent toujours surveiller qui fait quoi et sanctionner pour gagner le pari de la reconstruction nationale...»

Daniel Lokulu

Des prêches dans les radios aggravent les problèmes des gens

Les prédications dans les médias de nombreux pasteurs, qui promettent des miracles et la prospérité à tous, causent de graves dégâts dans la société. Des malades arrêtent de se soigner, certains attendent la manne du ciel au lieu de travailler... Mais aucune guérison n'est jamais prouvée et l'argent n'arrive pas...

Tôt le matin, dès 5 h 30, la plus part de chaînes des radios de la ville sont prises d'assaut par les pasteurs et autres prêcheurs. «Intercession matinale, réveil avec Jésus...», tels sont les noms de ces émissions qui promettent du travail, un mariage, la guérison miracle, la prospérité...

«La radio nous permet d'atteindre un large public même ceux qui n'ont pas le temps de venir dans nos églises», explique le pasteur Israël Bolimofa, qui prêche du lundi au samedi, depuis six mois, sur les antennes de la radio OPED/FM. Les auditeurs téléphonent en direct ou envoient des textos pour poser leurs problèmes. Le prédicateur, tout en posant des questions, demande alors à l'auditeur de se mettre debout ou à genoux, de toucher une partie son corps, là où il est pour prier.

Certains prédicateurs découragent les malades de ne plus aller à l'hôpital car, disent-ils, Dieu guérit. «Les auditeurs témoignent des miracles ou solutions données par Dieu à leurs requêtes à travers nos prières», ajoute le pasteur Israël Bolimofa. Sans que ces témoignages soient confirmés par des avis médicaux. «Il y a des maladies incurables. L'interruption de la prise des antirétroviraux par les sidéens, par exemple, peut fortement dégrader l'état du malade. C'est fatal !», prévient le docteur Akim Mumeme de l'hôpital général de référence de Lubunga.

Les observateurs s'inquiètent aussi de voir les populations démotivées et attendre tout de Dieu sans travailler. La religion devient ainsi l'opium du peuple.

D'autres prêtres ou pasteurs estiment ces prédications dangereuses. «Je prêche pour changer les comportements des gens et non promettre les guérisons. C'est suicidaire de refuser de se soigner et d'aller traîner dans des groupes de prière. Prier et se soigner ne sont pas incompatible», pense, le pasteur Charles Lilenga, Directeur de la Radio RTEDI et présentateur de l'émission «méditation matinale». Selon l'abbé Victor Mbatu, «la parole de Dieu est tronquée par des serviteurs qui prêchent selon les attentes, les souffrances des populations et promettent des miracles». Le Pasteur Jules Alenzo de l'église Bima, estime qu'«enseigner la parole de Dieu en tenant compte des attentes de la population, c'est leur donner la mort».

Réglementer le secteur

Dans les médias, les tranches leur sont attribuées gratuitement ou à moindres frais. Pour Rabin Ramazani, ancien directeur de la Radio Liberté, qui avait accordé à quatre Églises un tarif forfaitaire par mois, «le but était aussi de remplir la grille des programmes.» Cependant peu de responsables des medias contrô-

lent le contenu des messages. «On prêche sur nos antennes, mais sous ma surveillance et de l'autorité de l'Église», déclare l'Abbé Célestin Bwanga, directeur de la RTA. Pour le journaliste, Jean Pierre Lifoli, les émissions à téléphone ouvert sont dangereuses car l'animateur ne contrôle pas les intervenants. «Les responsables des médias peuvent être passibles de poursuites lorsque leurs radios induisent les gens en erreur en leur faisant par exemple arrêter la prise de médicaments», précise Alexis Dunia, coordonnateur adjoint de la Haute Autorité des Médias qui plaide pour la réhabilitation des instances de régulation et d'autorégulation.

Cosmas Mungazi

Des chambres de prière remplacent l'hôpital

De plus en plus de lieux de prière appelés «chumba ya maombi» s'implantent ça et là. Les gens, surtout ceux, qui ont des problèmes de maladie, de travail, de conception, de mariage, s'y précipitent. «Des malades quittent les hôpitaux pour ces lieux», affirme un médecin. Selon eux, leurs problèmes sont d'origine maléfique, seul Dieu peut les résoudre. Près de l'orphelinat, dans une maison inachevée, une cinquantaine de gens, en majorité femmes et enfants sont en prière. «Ils souffrent de sorcellerie, de malaria, du VIH...», déclare Lifaefi Prosper, un des pasteurs.

Dans la commune Tshopo sur la 6^{ème} av, le pasteur Kehita prie lui aussi sur des malades et déclare qu'«une séropositive a retrouvé sa santé après d'intenses prières, une autre est morte après que sa famille l'ait retirée de ma chambre des prières». Bernard Kasongo, étudiant en droit, confirme être guéri du diabète chez le même pasteur sans savoir que c'est une maladie incurable qui doit être suivie toute sa vie..

Le 27 juillet, lors d'une campagne d'évangélisation à l'esplanade de la Poste, plusieurs personnes ont affirmé avoir été guéries par la prière. Autant de témoignages qui n'ont aucune valeur médicale. En effet, selon le docteur Akim Mumeme, «aucune maladie ne peut être confirmée sans des examens médicaux. De même aucune guérison n'est possible sans diagnostic.» Mais ces fausses guérisons rapportent gros aux pasteurs qui font travailler ces prétendus guéris pour leur compte ou se font donner des biens et de l'argent. Ils payent souvent beaucoup plus cher qu'à l'hôpital...

Cosmas Mungazi

ÉCHOS DE PROVINCE

Le parc de la Lomani

À cheval sur les provinces du Maniema, de l'Equateur, du Kasai et de la province orientale au sud des territoires d'Opala et d'Ubundu, le gouvernement congolais veut créer un nouveau parc national : le parc de la Lomani. Dans la forêt de cette région, on trouve, selon Bilali Ali, administrateur assistant chargé des finances du territoire d'Ubundu, des okapis, des éléphants, des buffles, des gorilles, des paons... et deux espèces de singes en voie d'extinction des Sula et des Bonobos qui ont un comportement très proche de celui des hommes. Par exemple, ils pêchent.

Selon ce dernier, des ateliers de sensibilisation sur ce parc des chefs de groupements et secteurs sont organisés. Il sera dirigé par un géologue américain qui l'explore depuis 2008. Des écoles, centres de santé seront construits ainsi que des routes de dessertes agricoles.

Mais cette forêt recèle aussi du pétrole à Saiyo, à 80 km d'Ubundu. «Nous disposons de beaucoup d'endroits réputés riches en pétrole, on a besoin d'investisseurs car notre territoire n'a aucune entreprise alors qu'on a proposé que la cité d'Ubundu devienne une ville», s'inquiète l'administrateur Bilali.

Fidèle Utulu

Opala : sans route, les produits vivriers pourrissent

Dans un rayon de 50 km autour du chef-lieu du territoire d'Opala, à 260 km au sud-ouest de Kisangani, les paysans éprouvent des difficultés pour évacuer les produits vivriers, essentiellement du paddy, à cause de routes impraticables. Les producteurs de riz, très nombreux, le long de l'axe routier vers Ilipa, sont très touchés. De même que les agriculteurs qui vivent à proximité de l'axe qui mène vers Ikela en province de l'Equateur accessible aux seuls vélos, se plaint Jean Noël Ykoliaka, président de la société civile d'Opala.

Depuis 1996, les véhicules des sociétés qui exploitaient le café, caoutchouc et le riz n'arrivent plus. Sur la route de la collectivité Yomai-Yeyango, à 90 km d'Opala plus de 30 tonnes de caoutchouc, appartenant à une coopérative communautaire, traîne depuis mai 2009, ajoute le président de la société civile. Seul le café est transporté à vélo jusqu'à Kisangani.

De 100 jusqu'à 210 km, aux alentours d'Opala centre depuis 2007, les paysans ont pris l'initiative d'implanter des machines d'usinage de riz à l'aide des générateurs électriques. On en compte une vingtaine le long de la route. Selon le chef de division de l'Agriculture, Dr Liyeye, la Coopération technique belge envisage de réhabiliter cette route avant la fin de cette année. Les études environnementales qui doivent précéder ces travaux commencent incessamment, poursuit-il. «Notre territoire est le plus enclavé de la province, sans route, ni une chaîne de radio», regrette Jean Noël Ykoliaka. Les deux bacs qui assuraient la traversée des rivières Lobae PK102 et Yate à 210 km de Kisangani ont été emportés pendant les rebellions.

Mateya o ba radio mazali komema bato na nzela mosusu

Basaleli ba Nzambe bazali koteya o radio mpo na baye bakomaka o eyamba ya bango te. Awa batiyi elikya na makamwisi, bioko bazangi kososola makambo, bakoni basusu baboyi ata komisalisa.

Banda 5h30 radio inso ya engumba itondi na bateyi nsango elamu. «*intercession matinale, réveil avec Jésus, méditation matinale...*» wana masolo ma yambo o radio.

Ntina ya mateya mana : kolakela bato mosala, libala, libiki; koteya mpo ya bondoki, bomengo... «*Radio esungaka mpo 'te nsango elamu ekomela baye bazwaka ngonga ya koya o ndako Nzambe ya biso te*» elobi pasteur Israel Bolimofa asali sanza motoba o radio OPED/FM. Bakristu basololaka na téléphone mpo ya koyebisa mikakatano mya bango.

Se wana moteyi akomoyebisa lolenge asengeli kowama (kotelema to kofukama, kosimba esika ya mpasi) mpo asambela mpo ya bango. Bateyi basusu balobaka na bakoni te batika lopitalo zambi Nzambe azali kobikisa. «*O téléphone, balandi bayebisaka makamwisi Nzambe asaleli bango nsima ya nsambo ya biso*» elobi lisusu pasteur Israel Bolimofa. Mpo ya dokotolo Akim Mumeme, bokono to libiki ayebanaka se na nzela ya munganga. Mabunga makomi mingi, bato bakosami lolenge mayele ma solo mazali lisusu kobima epai ya bateyi bazali koloba te Nzambe nde mopesi manso ata ko osali mosala te. «*Nateyaka mpo bato babongola bizaleli bya bango kasi mpo ya makamwisi te. Ezali mobomano soko olobi na bato balinga se losambo mpe baboya lopitalo. Ebongi kosambela mpe kolanda lopitalo*» elobi pasteur Charles Lilenga, dikitele wa

RTEDI. Abbé Victor Mbatu alobi : «*Liloba lya Nzambe likomi kosalelama na mayele mabe. Bateyi batalaka se maluli ma bango mei .Na yango mpasi ya bato ekomi eloko ya kosalela mpo ya kolakela bango bomengo, makamwisi. Koteya ezala bobele mpo ya bozwi to mapamboli te kasi yambo mpo 'te moto abongola motema*» Pasteur Alenzo ya Bima alobi 'te koteya na bolandaka maluli ma bato ezali lolenge la koboma bango.

Mibeko mizala

O radio inso biyamba bikofutaka mosolo moke ntango mosusu mpe te. Rabin Ramazani, dikitele ya kala ya radio liberté azwaki mosolo moke na biyamba 4 o sanza yoko. «*Ezalaki mpo ya bozangi basali basusu*» elobi ye. Boko badikitele bayebaka eloko nini ekoki elobama. «*Maye bateyaka awa mayebanaka na bakambi banso ba eklezia*» elobi abbé Célestin Bwanga, dikitele ya RTA. Mpo ya mopanzi nsango Jean-pierre Lifoli, émission balekisaka na téléphone esengeli kokeba zambi maloba ma bato makoki koleka mayele ma bakolo émission. «*Bakambi ba radio bakosamba soko radio ina ekomi kotinda bato bazwama na mabunga, lokola koboyisa bango bazwa mino (médicaments)*» elobi Alexis Dunia wa haute autorité des medias. Alingi 'te radio inso eyangela malamamu. Mpo ya pasteur Afata Botikotiko wa églises de réveil, leta asengeli

koyokana na bango yambo ya kopesa ndingisa ya kofungola radio.

Ndako ya nsambo esika ya lopitalo

Ndako ya nsambo "chumba ya maombi" izali se kopalangana. Baye bazali na mikakatano ya kobota, mosala, bokono, libala batondi kuna meke. «*Bakoni bakomi kokima lopitalo mpo ya bisika bina*» elobi moko dokotolo. «*Kosambela mpe kolanda lopitalo eboyisami te*» elobi Pasteur Charles Lilenga. «*Ezala bokono to libiki, se nzela ya munganga nde epesaka eyano*» eyebisi dokotolo Akim Mumeme. Baike bakanisi 'te baloki bango, se Nzambe akoki kopesa eyano. Pene na orphelinat o ndako bazali kotonga, bato koleka 50 mingi basi na bana bazali kosambela. «*Ezali likolo lya bondoki, fefele, to sida...*» eyebisi Lifaefi Prosper moko wa bapasteur. O commune Tshopo, 6è avenue, pasteur Kehita asambe-laka mpo ya bakoni. Ye ayebisi 'te mwasi moko abikaki na sida nsima ya nsambo inene. Bernard Kasongo moyekoli ya droit, andimi 'te abiki na diabète na losambo la pasteur ona. «*Hernie ya ngai elimwaki na nsambo ya eyamba Bima nsima ya mbula zomi*» esakoli Eselia Gabriel autaki o Equateur. Mwa 27/07/2010 o mateya mazalaki o poste, bato baike basakoli 'te babiki nsima ya losambo.

Cosmas Mungazi

Masomo ya kazi ya mikono hupunga chômage

Ijapozarauliwa tangu zamani, masomo ya kazi ya mikono inavuta vijana wengi. Vijana hao wamepata kazi upesi wakati ambapo vijana waliofata masomo ya kawaida wamekosa kazi muda wa myaka mengi.

Hôtel ya gouvernement imejengwa na baingénieurs wanane kuto-ka I.B.T.P» amesema Frédéric Okangola, katibu mkuu wa IBTP. Wanafunzi ni wengi kwenye majengo mbalimbali mjini. «*tokea mwezi wa tisa uliopita ninashimamia ujenzi wa masomo mbili na soko moja mjini Isiro na*

mezeeka.

Vijana wengi walikuwa wanasema kuwa masomo hii ni magumu ndiyo maana watu walikataa kutuma watoto kwenye masomo ya ufundi

Lakini ukosefu wa kazi unabadirisha mawazo ya waliosoma masomo ya elimu ; wameona kuwa kazi ya ufundi inalisha jamaa. Hayo yote inatuma watu kumbilia masomo ya ufundi.



Un menuisier en oeuvre dans un atelier de l'institut technique Chololo. (Crédit photo Mongongo)

Wamba» amenena Ingénieur Emile Alubu, aliyemaliza masomo mwaka jana. Kwa upande wake Célestin Luka, kiongozi wa zamani wa I.B.T.P «*vita ilihaaribisha mgini. Kujenga tena inaomba ba ngénieurs ya kujenga manyumba, vilalo, njia na miferiji*».

Wa ingénieurs hao wamemaliza masomo kwenye Institut Technique Kalema ya Lubunga, Institut Technique Chololo, pia I.B.T.P. «*kuna hata mwanafunzi wetu mmoja wa kike aliyekuwa chef de garage kwenye MONUSCO*» amesema Nestor Sokombe.

Bwana Kalambayi wa ofisi inayohusika na masomo ya kazi ya mikono kunako Division ya maadibisho, anasema, «*ni bora zaidi mafunzo ya watoto iambatane na lazima ya kazi ilioko mjini*».

Hakika, tangu zamani, masomo kama ya pédagogie, commerciale, littéraire, sociales ilipewa faida zaidi kuliko masomo ya ufundi (gari, ujenzi, umeme, vyuma...) wakati ambapo wajenganyumba, wasermala na waplombiers wa-

Masomo ya ufundi huleta kazi kwa vijana

Tangu mwaka 2004 vijana wengi wamejiandikisha kwenye masomo hayo. Mwaka huu, Institut Technique Chololo inaongeza darasa kutoka 39 mpaka 53 sababu ya uwingi wa wanafunzi. Tangu mwaka 2005 idadi ya wanafunzi inafikia 2300 kila mwaka. Tulikuwa hata tukikataa kuandikisha wengine. Mwaka jana tulishia kwenye wanafunzi 1700 » amesema Nestor Sokombe kiongozi wa Institut Technique Chololo. «*Tunaleta mafunzo kwa watoto 110 kuliko 40 munamo 1995* » ametangaza Aloys Lokonda, kiongozi wa Institut Technique Kalema. mwaka 1990 wanafunzi walihesabika 20. Tokea 2004 mpaka 2007 I.B.T.P imepokea wanafunzi kati ya 100 na 400; mwaka huu wamekuwa 500 kukiwemo wanawake 16 kuliko wanawake. Mwaka 2007, I.B.T.P ilitoa ba ingénieurs 77 kuliko 21 mwaka 2005.

Zamani vijana walisema ni kazi chafu na yenye haya, leo wametembea mitaani vyombo vya kazi mikononi. Wameonekana kote kwenye ujenzi. Kati yao kumepatikana wa électriciens, wa maçons...hawakose ya kula. «*Watu wamesadikia kuwa masomo ya ufundi ina faida kuliko ile ya elimu*» amehakikisha F.R. Okangola.

Masomo yenyewe inakosa vifaa

Lakini masomo ya ufundi inaomba mengi. Masomo yenyewe imekosa vifaa kwa kusoma. «*Mafunzo ya namna hii inaomba vyombo na vitabu*» amenena Célestin Luka akisikitika kuona serkali bado kuleta msaada. Ni mfano wa ENAC (Ecole Nationale de Cadastre et des titres immobiliers) iliyofunguliwa siku chache iliyopita kwa kupata watu wenye elimu ya kugawa udongo. Coopération Technique Belge tajari inasaidia Institut Chololo pia Institut Kalema kwa kushimamisha atelier automobile na ile ya ujenzi. Kwa ukosefu wa msaada wanafunzi wa shule ya Kalema wamekuwa wakiuza meza, kabati na viti vya mbao wanaotengeneza ili kununua vifaa vya masomo. «*Inafaa serkali ilete msaada wakutosha ili masomo hii ipate kufaidia jamii* » amesema C. Luka.

Trésor Boyongo

Mongongo Journal école

1/A, Avenue Tshatshi, Commune Makiso, en face de BEGO CONGO
journal_mungongo_kis@yahoo.fr

Editeur, rédacteur en chef :

Ernest Mukuli

Tél : +243(0) 81 200 63 99

Secrétariat de rédaction :

Pepe Mikwa

Equipe rédactionnelle :

Trésor Boyongo, Hortense Basea, Moustapha Mulonda, Lambert Lambe, Nathasha Kongolo, Nadia Midesso, Trésor Mokiango, Gabriel Famba, Armand Makanisi, Lyly Bendea, Daniel Lokulu (étudiants en Sciences de l'Information et de la Communication/Unikis)

Correspondants en province :

Isangi : Joseph Bassay
Bondo : Vermont Kote
Ubundu : Fidèle Utulu

Traduction :

Lingala : Pierre Komba
Swahili : Jean Fundi

Distribution, marketing et maquette :

Jimmy Bakelenge
Tél : +243(0) 85 338 93 25

Supervision et formation :

Syfia international
Mail : contact@syfia.info
Tél : 33 (0)4 67 52 79 34

Abonnement annuel (24 numéros)

20 \$, **abonnement de soutien** 50 \$ minimum .

Points de vente : Bibliothèque centrale, Faculté des sciences et Cyber café Batam de l'Unikis, Gradi-Jeunes, La poste, Bld Hassan II C/Lubunga, Paroisse Christ Roi C/ Mangobo et ISTM Kisangani